



Se soustraire de la dictature d'une économie.

« **Unissons nos voix pour que les penseurs et les acteurs de l'économie mondiale trouvent le courage de dire non à une économie de l'exclusion en ouvrant de nouveaux chemins** ». (Pape François). ●

Quelle est la part de solidarité dans nos budgets?

La vie religieuse est solidarité prophétique, et la mission s'enracine dans la solidarité du Père avec sa création et toutes ses créatures. La mise en commun des richesses – et des pauvretés – est un élément constitutif de la vie communautaire. L'Évangile oriente notre regard vers ceux à qui le Père est plus particulièrement attentif. Il nous les confie pour que nous les aimions « comme nous-mêmes » : ils sont notre raison d'être et nous leur consacrons du temps et nos talents. Dans nos dépenses, visons la solidarité à 100 %. Notre style de vie doit être sobre, et la tenue rigoureuse des comptes qu'on rend à l'économiste y aide. L'économat provincial est au service de la solidarité entre communautés de la province, hier, aujourd'hui et demain. Notre manière de fonctionner en congrégation internationale vise à organiser la soli-

darité entre nous pour le service des engagements difficiles et des crises humanitaires (Fonds des projets apostoliques, fonds d'urgence), de la formation (Cor Unum), des aînés et malades (Assurances, retraites). Et les pauvres ? Quelle part leur faisons-nous dans notre budget prévisionnel communautaire ? Essayons de connaître les personnes avec lesquelles nous exprimons notre solidarité financière. Lors du budget, on pourrait se mettre d'accord sur les bénéficiaires de cette solidarité, tout en restant ouverts à des urgences ou à des appels nouveaux. Lors du bilan, on aura la satisfaction de ne pas avoir vécu égoïstement, grâce aux efforts de chacun. Soyons les prophètes d'une nouvelle économie de la solidarité plutôt que les acteurs-victimes du système actuel. ■

Jean Pascal Lombart

Des placements éthiques...

Les placements éthiques de la Province, en 10 lignes ! Qu'y a-t-il derrière ce terme « éthique » et ces nouveaux sigles : les Investissements Socialement Responsables (ISR) ou les Environnement-Social-Gouvernance (E.S.G) ? Nous les trouvons dans la « charte éthique pour nos investissements », publiée par la maison générale. Tout cela est bien complexe dans une économie mondiale globalisée. Nous avons des critères d'exclusion, par exemple pas d'investissements dans certains domaines tels que l'armement. Aujourd'hui on parle plus d'investissement dans des « fonds » qui ont des composantes très variées et multiples. On doit accepter d'avoir des exclusions avec des « marges de tolérance ». Par exemple investissements dans des fonds qui n'ont que

3 % ou 5 % d'armement. Et si on choisit des fonds ISR, ce n'est pas forcément gagné. Le label ISR (ouvriers bien payés et non exploités, pollution raisonnable entre autres) ne recouvre pas forcément tous les critères de l'éthique chrétienne. Par exemple certaines industries pharmaceutiques ou autres domaines de recherches. Pareil avec les critères ESG. De plus, nous sommes attentifs à une manière chrétienne d'investir : pas de spéculation, un rendement acceptable pour un risque donné, plutôt long terme, tout en restant diversifié (on ne met pas tous les œufs dans le même panier !) Le conseil provincial n'est pas véritablement préparé et formé dans ce domaine. Heureusement nous ne sommes jamais seuls : un conseil financier avec des personnes de mé-



tier, chrétiens engagés nous aide. Prendre son temps, bien réfléchir et s'en tenir aux critères que la Congrégation s'est donnée pour être le plus efficace dans le service de la mission et des plus pauvres, dans un esprit de justice et d'équité. ■

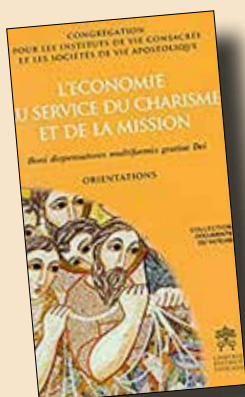
Philippe Sidot

Un bouquin jpic et pratique

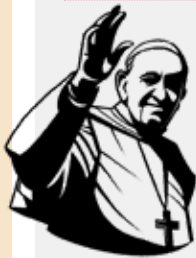
L'ÉCONOMIE AU SERVICE DU CHARISME ET DE LA MISSION.

Congrégation pour les instituts de vie consacrée et les sociétés de vie apostolique, Libreria editrice vaticana, 142 pages, mars 2018, 10 €

Après une explication spirituelle du thème, le livre donne de nombreuses recommandations pratiques au dernier chapitre. Notre rôle de religieux est de montrer qu'il est possible de vivre une pauvreté salvifique au service des plus pauvres. Le premier capital à sauvegarder et à valoriser, c'est l'homme (Benoît XVI). À travers l'économie passe des choix importants pour se soustraire de la dictature d'une économie sans un but véritablement humain. Nos choix économiques ne sont-ils pas parfois des contre-témoignages ? Le développement a besoin de techniciens, mais aussi de sages pour assurer les valeurs. Une vie plus simple est la responsabilité de tous. La complexité croissante de l'économie a souvent mené à une déresponsabilisation. Mais nous ne pouvons pas nous taire, nous devons nous former et préparer le futur ensemble avec toute l'Église. Une vision qui dépasse le souci d'auto-préservation. Cela demande un discernement. Aujourd'hui, il n'est plus possible de penser seuls. Il nous faut voir avec les yeux de Dieu. Alors, la responsabilité, la transparence et la confiance seront des signes de notre crédibilité. ■



Ce qu'en dit le Pape



L'économie ne peut pas seulement chercher à augmenter les profits par le licenciement, et par là même augmenter le nombre des personnes exclues.

Elle doit suivre le chemin indiqué par les responsables commerciaux, les politiciens, les penseurs et les leaders en société qui mettent la personne humaine à la première place et font tout pour garantir la possibilité d'emplois décents. ■

Pape François

Tiré du site :

<https://www.thepopevideo.org>,

Visible sur le lien :

<https://youtu.be/viwmJ8IKZgU>



Le nouveau style et les défis du président mexicain

Le Mexique (126 millions d'habitants) ne manque pas de richesses naturelles (14^e économie mondiale, 1^{er} producteur d'argent, 4^e producteur de gaz, 7^e producteur de pétrole, 10^e producteur d'or et grand producteur alimentaire) ni de richesses culturelles et naturelles (35 sites sont classés au patrimoine de l'humanité). Pourtant la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté et le pays bat tous les records de criminalité (200 000 morts depuis le début du conflit avec les narcotrafiquants en 2006). Porté par un raz de marée électoral à la tête du pays pour un mandat de six ans non renouvelable, André Lopez Manuel Obrador (que tous surnomment AMLO, par ses initiales) est devenu le 65^e président du pays en décembre dernier. Cet homme de 65 ans, ancien maire de Mexico et trois fois candidat à l'élection présidentielle, a décidé de s'attaquer aux inégalités sociales en combattant la corruption, véritable gangrène du pays. Il espère ainsi renflouer les caisses de l'État pour financer d'ambitieux programmes sociaux. Prêchant par l'exemple, il vit dans

son appartement privé de Mexico et a ouvert au public la résidence présidentielle. Il travaille dans l'ancien bureau du palais national délaissé par ses prédécesseurs, vendu l'avion présidentiel et baissé son salaire de 60 %. En janvier, pour combattre la contrebande de carburant par des groupes criminels (12 000 siphonnages d'oléoducs et une perte de plus de 2 milliards d'euros par an), il décrète la fermeture des oléoducs et l'acheminement du carburant par camion. De telles mesures ont provoqué des retards dans l'approvisionnement de l'essence (quelques mécontents manifesteront même en gilets jaunes !) et des sabotages d'oléoducs dont l'un d'eux finira tragiquement par une explosion provoquant 85 morts. Corruption et criminalité au Mexique se nourrissent mutuellement. S'il paraît impossible d'en venir à bout, il faut espérer que le nouveau président, fort de sa grande popularité, continue à ouvrir toutes les brèches possibles pour les combattre et ainsi les affaiblir. ■

Francis Weiss